

Au Ministère de l'Instruction publique L'École des langues anciennes, elle aussi

J'ai sous les yeux le rapport final de la commission de l'Université d'État.
J'y lis ce qui concerne l'enseignement de l'archéologie dans cette université.

Le Ministère de l'Instruction publique avait constitué une commission fort honorable pour examiner cette question. En faisaient partie : M. Lacau, directeur du Service des Antiquités d'Égypte ; M. Foucart, directeur de l'Institut français d'archéologie ; Son Excellence 'Abd al-Ḥamīd Pacha Muṣṭafā ; et Son Excellence Aḥmad Kamāl Pacha.
'Alī Bey Bahgat, directeur du Musée arabe, s'en retira.

En lisant le rapport de cette commission sur l'enseignement de l'archéologie à l'Université d'État, je constate qu'il affirme expressément qu'il n'est ni raisonnable ni utile de séparer l'étude des langues anciennes de celle de l'archéologie.
Il rejette sans détour le projet d'une « École des langues » où l'on enseignerait les idiomes sans les relier à l'étude des monuments.

La vérité est que je n'avais pas encore lu ce rapport lorsque j'ai écrit mon premier article sur la question. Mais en le lisant aujourd'hui, ma conviction s'en est trouvée renforcée : j'ai eu la satisfaction de me trouver en plein accord avec Lacau, Foucart et Kamāl, tous savants éminents, tous maîtres dans la science de l'Égypte ancienne.
Je suis donc plus que jamais convaincu que le Ministère de l'Instruction publique se trompe de voie et outrepassa son but en voulant créer une « École des langues anciennes », ou une section ainsi nommée, rattachée à l'École normale supérieure.

Il se trompe : la langue hiéroglyphique, comme je l'ai déjà dit, n'est pas une langue que l'on étudie pour elle-même, mais un instrument pour lire les monuments.
Et la lecture seule ne suffit pas, car il existe quantité de vestiges non écrits qu'il faut également savoir interpréter si l'on veut comprendre l'histoire de l'Égypte ancienne.
Il est donc nécessaire d'enseigner toutes les disciplines archéologiques, afin que nos étudiants sachent exploiter l'ensemble des témoignages matériels, qu'ils soient gravés ou muets.

Chose singulière : Aḥmad Kamāl Pacha a signé ce rapport, approuvant le passage même qui interdit de dissocier la langue et l'archéologie ; et c'est pourtant lui l'auteur du projet stérile que je combats ouvertement, car je suis convaincu qu'il est sans utilité et que son mal l'emporte sur son bien.

Mais le Ministère, hélas, n'écoute ni les conseils ni les avertissements.
Depuis quelque temps, il s'est pris d'une passion pour la réclame : il flatte le sentiment populaire, cherchant l'approbation de la foule.
Il sait combien le public est fier de la langue hiéroglyphique : il lui promet donc d'en enseigner la science.
Il sait aussi combien l'opinion tient à voir les Égyptiens occuper toutes les charges importantes : il s'en prévaut et récolte les louanges de la presse.
Ainsi le Ministère avance, indifférent à la vérité et à l'intérêt réel du pays, n'ayant souci que des applaudissements.

Oui, le Ministère se trompe, et il le sait.
Il avait déjà tenté d'enseigner les hiéroglyphes à l'École normale, confiant ce cours à Kamāl

Pacha : ce fut un échec complet.

Le voilà qui recommence, sur une échelle plus large et plus confuse.

Ayant échoué avec les hiéroglyphes, il échouera de même avec le grec, le latin et le copte, qu'il prétend enseigner de la même façon.

Pourquoi ?

Parce qu'il ne cherche que l'admiration et le tapage.

Il y a là encore un trait curieux : le rapport que j'ai cité recommande la nomination de deux professeurs d'archéologie égyptienne, tout en reconnaissant que ce nombre est insuffisant, mais inévitable, car les spécialistes sont rares.

Le Ministère — ou Kamāl Pacha lui-même, bien qu'il ait signé le rapport — décide pourtant qu'un seul professeur suffira : Kamāl Pacha lui-même.

On lui attribue le traitement de deux, soit quatre cents livres, puisqu'il sera à la fois professeur et directeur du département, alors que le professeur de grec ou de sémitique ne recevra pas plus de deux cents livres.

Je croyais que le patriotisme de Kamāl Pacha lui inspirerait d'assurer la direction gratuitement, afin que le Ministère puisse recruter un second enseignant pour l'archéologie pendant qu'il enseignerait la langue.

Ce ne serait pas trop demander à un homme qui ne désire, dit-il, que le bien de l'Égypte et souhaite voir naître une École des Antiquités avant sa mort.

Je pensais aussi que le Ministère saurait mettre à profit son dévouement pour servir l'intérêt du pays.

Mais nous voulons une chose, et Dieu en veut une autre.

Je prétends toutefois qu'une politique **dunlopienne** continue de régner au Ministère.

Cette politique, héritée de l'ancien conseiller britannique Dunlop, s'est toujours distinguée — et se distinguera toujours — par deux traits :

D'abord, elle est étroite et figée.

Elle perçoit les choses par fragments, ne les comprend jamais dans leur ensemble.

Elle s'attache aux mots et aux apparences plus qu'à la vérité et à l'utilité réelle.

Ensuite, elle se dresse contre tout mouvement national qui ne vient pas d'elle.

Elle veut tout accaparer, tout dominer ; elle gouverne pour détruire, non pour construire.

Il n'est pas besoin d'aller chercher loin pour s'en convaincre : l'exemple de cette école suffit. Voyez comment le Ministère a conçu l'enseignement des antiquités et de la langue égyptienne : un vêtement trop court, trop étroit, qui gêne celui qui le porte et ne couvre ni sa taille ni sa largeur.

Comme je l'ai montré dans mon précédent article, l'Université enseigne déjà ce que le Ministère prétend inaugurer : on y donne des cours d'hébreu et de latin, et l'on y enseignera bientôt le grec et les hiéroglyphes.

Ainsi, le Ministère ne fait que rivaliser avec l'Université, dans l'unique but de l'étouffer, parce que celle-ci est un établissement national et libre.

Or la politique de Dunlop a toujours voulu que les institutions libres se soumettent au Ministère — ou disparaissent.

Le Ministère l'emportera dans cette lutte, non parce qu'il a raison, mais parce que ses diplômes ont valeur officielle, tandis que ceux de l'Université n'en ont pas.
Les étudiants, cherchant un titre reconnu et rentable, se tourneront vers les écoles ministérielles, et désertent l'Université.
Alors, les professeurs de celle-ci parleront devant des bancs vides, et ses portes se fermeront.

Je ne puis voir dans l'attitude du Ministère aucune autre explication.
Elle ne mérite ni admiration ni applaudissements.
L'Université, elle, mérite soutien et encouragement, non rivalité ni sabotage.
Elle est plus noble dans ses buts, plus sincère dans son service du pays.

Et voici la contradiction la plus amère :
Un Ministère qui dépense des centaines de milliers de livres pour des fonctionnaires qui ne connaissent des hiéroglyphes que le nom, cherche maintenant dans tous ses bureaux un professeur d'hébreu, n'en trouve pas, et s'adresse à l'Université pour lui emprunter le sien.
L'Université ne refusera pas, par amour du bien public.
Ainsi, le Ministère rivalise avec l'Université... en utilisant le professeur même de l'Université !

N'est-ce pas là le comble de la ruse dunlopienne ?
Ou, si l'on préfère, son humiliation ?
Et n'est-ce pas en même temps un honneur pour l'Université, jadis combattue par Dunlop et ses disciples, de les voir aujourd'hui forcés de recourir à son aide ?
Elle a triomphé, dans la rigueur et l'adversité, de leur politique.

La rivalité du Ministère n'est donc ni loyale ni utile.
Si l'esprit de Dunlop ne régnait plus sur lui, le Ministère aurait suivi l'un de ces deux chemins :
soit fonder une véritable École des Antiquités, complète et bien dotée, formant d'authentiques archéologues ;
soit renoncer à ce projet stérile et accorder à l'Université une somme modeste pour élargir ses recherches.
Mais le Ministère reste dunlopien : il ne cherche ni le vrai ni le bien, il ne cherche que les acclamations du public, tout en s'en prenant aux institutions nationales libres nées de ce même peuple qu'il prétend instruire.

Comme je l'ai dit : *Nous voulons une chose, et Dieu en veut une autre ; et lorsque Dieu veut un malheur pour un peuple, nul ne peut l'en détourner.*

Ṭāhā Ḥusayn
al-Siyāsa, 12 juillet 1923